

Quelques remarques à propos de deux livres antinucléaires

Membres du collectif *La rotonde**, ayant participé aux luttes contre l'implantation des centrales dans les années 1970/1980, il nous semble important aujourd'hui d'apporter quelques précisions au sujet de deux publications produites par des auteurs engagés dans la lutte antinucléaire. Nous ne ferons pas ici une critique globale de ces ouvrages que nous conseillons à la lecture, mais ces derniers nous posent en effet quelques problèmes de par les oublis et les raccourcis historiques qui y sont faits.

En premier, *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*, le livre de l'Association contre le nucléaire et son monde (ACNM) publié en 2007 aux éditions La lenteur. Nous l'avons constaté dès sa parution, nous trouvons que ce livre est effectivement un peu trop lacunaire. Les auteurs, sans expliquer leur choix, commencent leur l'histoire de l'opposition à l'énergie nucléaire seulement avec les luttes contre l'implantation des centrales et font abstraction du mouvement contre la bombe atomique des années 1950/60 et de ses différentes composantes, du mouvement contre l'arme atomique (MCAA) ou du Mouvement de la paix... Nous savons que ce dernier, dont émane l'Appel de Stockholm, appel contre la bombe H américaine signé par 10 millions de personnes en France, était fortement sous influence du Parti communiste, et qu'en ce sens il n'était pas contre le nucléaire proprement dit et pouvait être classé dans le camp des nucléaristes de l'atome pour la paix (le nucléaire dit civil à partir duquel est fabriqué le plutonium pour les bombes). Le livre aurait eu tout à gagner en présentant un mouvement complexe, dont nombre de protagonistes (non-violents, chrétiens, pacifistes, objecteurs de conscience, antimilitaristes...) ont aussi participé aux luttes contre les centrales. Et, au final, un mouvement précurseur des luttes antinucléaires des années 1970/80.

Pour ce qui est du livre *Oublier Fukushima*, d'Arkadi Filine, publié en 2012 par Les éditions du bout de la ville ; nous avons très bien saisi que son objet, contrairement au travail de l'ACNM, n'est pas l'histoire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France. Que son contenu porte principalement sur la description de la catastrophe au Japon et sa mise en parallèle avec celle de Tchernobyl. Nous tenons toutefois à apporter quelques observations sur des propos qui nous semblent imprécis et interprétables, tenus dans un paragraphe de l'introduction sur les années 1970 et 1980 et l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981. A trop condenser et faire des raccourcis on en donne des images qui ne correspondent pas, à notre avis, à la réalité. Les auteurs du livre résumant en quelques lignes ces périodes (lire ci-dessous le paragraphe en question).

Extrait, page 9 : « ... Au tournant des années quatre-vingt, pour la dernière fois dans ce pays, des communautés entières perçoivent le nucléaire tel qu'il est : une bombe déguisée en usine à nuage, la fin d'un rapport au monde, une ultime perte d'autonomie. Ces luttes massives contre les implantations de centrales sont enterrées dans les urnes en 1981. La nucléarisation se poursuit sans encombre dans la morosité des années roses. La jeune bureaucratie verte née sur le cadavre des luttes achève de faire du nucléaire une question séparée, technique, environnementale, qui balaye la question sociale. Certains de nos aînés ont refusé de ranger le nucléaire au rayon des énergies... »

Nos remarques portent sur trois affirmations contenues dans cet extrait :

1 - Les années 1970 sont marquées par une opposition au programme nucléaire civil, étendue sur pratiquement l'ensemble du territoire avec de nombreux comités locaux combatifs qui menèrent un travail énorme de contre information et de mobilisation. Les manifestations ont été nombreuses

autour de certains sites. Mais la plus importante d'entre elles n'a jamais dépassé 100 000 personnes (même les mobilisations des années 1960 contre la bombe et celles du Réseau sortir du nucléaire à partir de 1997 n'ont que rarement rassemblé plus de monde.).

On peut en débattre et analyser le pourquoi de ces faibles mobilisations face à une société nucléaire militarisée et aux catastrophes annoncées. Mais, à comparer par exemple à celles des hivers 1995 et 2010 au sujet des réformes de la Sécurité Sociale et des retraites, on ne peut, hélas, que relativiser l'opposition massive au nucléaire. Finalement, les centrales n'ont malheureusement été imposées qu'à une petite partie de la population française. C'est "démocratiquement", par des votes au parlement précédés d'une propagande tout azimuts menée par les organismes d'Etat, par EDF, par les partis et les syndicats nucléariste, pour rassurer les indécis et les sans avis, que les réacteurs ont été construits.

2 - Réduire à rien, à *sans encombres*, l'opposition au nucléaire civil après la conquête du pouvoir par la gauche (PS et PC) en mai 1981, c'est au moins ignorer les quelques faits qui se sont déroulés par exemple contre la construction de la centrale de Golfech au cours des mois et des années qui ont suivi. En dehors des divers actes de sensibilisations, de sabotages et de destructions nous citerons deux manifestations (voir ci-dessous) qui se sont déroulées autour du petit village de Golfech (500 habitants à l'époque). Elles démontrent que l'opposition était toujours présente et que peut-être rien n'avait été gagné pour les nucléaristes de la région. Comme ailleurs en France ce n'est qu'à partir de 1983 que le mouvement antinucléaire public (associations, comités, coordinations...) va se décomposer. Les raisons en sont multiples, certes, l'arrivée de la gauche avait suscité de l'espoir puis du découragement chez certains courants écologistes mais il fallut aussi faire avec l'achat par EDF de toutes les bonnes consciences, les milliards insufflés dans les tissus économiques locaux, les retournements politiques, le non renouvellement des militants antinucléaires sur le terrain ; mais également avec la violence étatique lors des manifestations, la surveillance policière quotidienne des militants, la répression ciblée (interpellations, procès, amendes...).

Après un creux de vague en 1984/85, Tchernobyl, en 1986, viendra relancer l'activité antinucléaire. A Golfech, la lutte sous des formes très différentes se maintiendra jusqu'au démarrage de la seconde tranche en 1993, puis certains groupes passeront effectivement à une certaine surveillance de la centrale tout en intégrant le Réseau sortir du nucléaire en 1997.

Pour information sur les manifestations : quelques extraits de *Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances*.

« 04.10.1981 - A Golfech, 4 000 personnes marchent sur le site

Le meeting et la manifestation étaient organisés par la CRAN. On note la présence de pas mal de gens des alentours de Golfech, d'autres aussi de la région (Toulouse, Lot-et-Garonne, Dordogne, Pays Basque, Bordeaux, etc.) ; de nombreux libertaires organisés (FA, UTCL, OCL) et inorganisés ainsi que des membres d'organisations style PSU, LCR... et de la CFDT. Le rassemblement a lieu à Valence-d'Agen où après le meeting, à la halle Jean-Baylet, au cours duquel Paul Laffont, maire de Golfech, avait annoncé « Golfech est encore gagnable », les manifestants se dirigeaient sur le site de Golfech jusqu'à la rotonde. Arrivés devant le grillage qui entoure le site, des manifestants le cisailent et, à partir de là, les grands travaux antinucléaires ont commencé. Des centaines de manifestants envahissent le site. Les gardes mobiles (peu nombreux ce jour-là, 150 environ) qui protègent les installations centrales et les engins de travaux sont encerclés par les manifestants. Pendant 4 à 5 heures, jusqu'à la tombée de la nuit, des affrontements (grenades lacrymogènes d'un côté, jets de pierres ou de cocktails molotov de l'autre) ont lieu. « Des centaines de mètres de barbelés arrachés et de nombreuses installations attaquées et incendiées, partiellement ou totalement détruites : plusieurs hangars, des engins de travaux, un poste de vigiles, les bureaux d'une agence d'intérim, le local d'EDF (bureau d'information situé le long de la RN113) ainsi que celui de l'ANPE.

Les dégâts sur le site sont conséquents » (Courant Alternatif, novembre 1981).

29.11.1981 - 4 000 à 7 000 personnes à la marche Valence-d'Agen – Golfech qui se termine en ratonnade policière. Destruction de la rotonde

Rassemblement à l'initiative de la CRAN. La CNAN, le PSU, le MEP, des syndicats paysans comme le MODEF 82, les Paysans travailleurs 47-82, ceux du Larzac, des groupes libertaires et diverses associations appelleront à cette manifestation. A cette marche viendront des gens d'un peu partout, de la région de Golfech, de divers départements et des délégations de Paris, Braud-Saint-Louis, Chooz, Civaux, La Hague et du Larzac. Tous les antinucléaires partis du local bordelais en direction de Golfech par l'autoroute ou la nationale, sont arrêtés, fichés, photographiés et leurs voitures fouillées. A 10 h 00, à la rotonde, l'ordre d'expulsion étant parvenu, les occupants en sortent pour la dernière fois ; les gardes mobiles leur signalent que l'accès en sera dorénavant interdit. La fin d'un symbole se précise.

20 h 30. Sur le GFA, la rotonde, une caravane et un bâtiment attenant sont incendiés alors que le site de la centrale et la rotonde sont totalement bouclés par les gardes mobiles (voir chronologie, juillet 1980 : « Le GFA et la rotonde »). Les animaux du GFA seront retrouvés vivants à l'abattoir. Le GFA évaluera les dégâts à 45 000 F et portera plainte pour « destruction volontaire de matériel... ». Mais la plainte n'aura évidemment jamais de suite. Le 30 novembre 1981, les bulldozers EDF du chantier raseront la rotonde.

14 h 30, Valence-d'Agen. Au meeting à la Halle Jean-Baylet, la salle est pleine à craquer. Différents orateurs se succèdent à la tribune. Paul Lafont (maire de Golfech) déclare : « Nous avons été trompés, trahis et volés par ceux que la majorité du pays avait élus en pensant que Golfech ne se ferait pas ! ». Il terminait son intervention par : « Manifestez dans le calme le plus absolu. Nous devons prendre une autre route pour notre lutte », ce qui provoqua des applaudissements et des huées.

Ensuite, 4 à 7 000 personnes selon les organisateurs (800 selon la police, 1 500 à 3 000 selon les médias) manifestent en direction du site. Le dispositif policier et militaire mis en place par l'ordre socialiste, qui encercle les manifestants et protège le site, est impressionnant : près de 2000 hommes, quatre compagnies de CRS, sept escadrons de gardes mobiles, des gendarmes-parachutistes de Mont-de-Marsan, des gendarmes, des policiers en civil (RG et PJ), deux hélicoptères, véhicules blindés et des canons à eau.

Le 4 octobre ne se reproduira pas, le site est devenu une forteresse. Le pont qui permet l'accès au site est barré par des gardes mobiles. De longs et violents affrontements ont lieu : pierres, divers projectiles, cocktails Molotov contre grenades lacrymogènes et offensives. Sur la place du village de Golfech, une dizaine de pronucléaires profitent de la situation, armés de haches et de barres de fer pour casser des voitures et molester des antinucléaires qui s'en vont. Plusieurs barricades sont élevées pour retarder les gardes mobiles qui chargent les manifestants et pour aider le repli de la manifestation sur Valence-d'Agen. Pendant le retour, l'entreprise Donini travaillant sur le site est une nouvelle fois incendiée. Un commutateur EDF est saboté et plonge Valence-d'Agen dans le noir pendant une heure, alors que 700 manifestants se trouvent dans la Halle Jean-Baylet.

Vers 19 h 30, un groupe d'une cinquantaine de personnes lance des cocktails molotov sur les bâtiments et à l'intérieur de la gendarmerie de Valence. L'adjoint du commandant de la brigade est grièvement brûlé au visage.

Prétextant l'attaque de la gendarmerie, les forces de l'ordre vont envahir la ville, attaquer par deux fois la Halle Jean-Baylet où sont regroupés les manifestants, utilisant grenades lacrymogènes, balles de caoutchouc et matraques pour les disperser. Ils se livreront à une véritable ratonnade dans les rues de Valence-d'Agen et aux alentours, aidés en cela par quelques pronucléaires notoires. A la sortie de la ville, des témoins affirmeront avoir vu des CRS, après avoir interpellé les occupants, incendier deux véhicules immatriculés

64 dont l'un avait deux chiens à son bord. On retrouvera l'ensemble carbonisé. Des dizaines de personnes seront contrôlées. 11 personnes seront interpellées et emmenées à la gendarmerie où elles subiront divers sévices (voir ci-joint le témoignage « ratonnade » extrait du *Géranium Enrichi* de décembre 1981). Le bilan, outre les dégâts matériels importants, sera de 50 blessés dont 5 parmi les forces de répression.

3 - *La jeune bureaucratie verte* ne se constitue pas *sur le cadavre des luttes*. Le courant électoraliste écologiste (avec ses diverses composantes) est apparu dès 1974 avec René Dumont lors des élections présidentielles. Il sera présent aux cantonales de 1976, aux municipales 1977, aux législatives de 1978, aux européennes de 1979 et aux présidentielles de 1981... Trois courants sont à l'origine de la création du parti Les Verts en 1984 : La Confédération Ecologiste créée en 1981, le Mouvement d'Ecologie Politique créé en 1979 et des membres des Amis de la Terre créés en 1971.

De fait, dès son apparition, ce courant électoraliste a conduit une partie du mouvement antinucléaire dans une impasse, désertant les luttes de terrain, prônant la confiance envers les institutions et en fin de compte se posant en gestionnaire du nucléaire.

* En 1999, après quelques années de labeur le CRAS et le collectif La rotonde publient *Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances* pour ne rien oublier des combats passés, de l'attitude des vainqueurs et pour éviter que ces derniers ne travestissent l'histoire. Ce document est encore disponible pour ceux qui le souhaitent (15€ port compris), écrire à : La rotonde c/o CRAS BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6 ou à cras.toulouse@wanadoo.fr

Toulouse, octobre 2012

Collectif La rotonde